



Confronté à la colère dans le pays qui met en évidence la revendication du pouvoir d'achat, le gouvernement a dû faire des concessions.

Face à la mobilisation des personnels du Ministère de l'Intérieur avec leurs organisations syndicales, il a octroyé des augmentations de salaires de 150 à 200 € par mois ; à ENGIE, c'est une prime de 600 € et 800 € à ENEDIS ; dans l'Education nationale, 350 € pour certains personnels administratifs ; à la Banque de France, c'est 500 € pour tous...

A la DGFIP les agents des Centres de contacts (CDC) mobilisés sur leurs revendications, ont déposé un préavis de grève à compter du 2 janvier 2019 s'ils n'obtenaient pas satisfaction : le DG leur a accordé le 21 décembre l'alignement de leur régime indemnitaire sur celui des Centres Impôts Service.

Pour 40 000 agents en charge du PAS, Darmanin vient d'annoncer une prime exceptionnelle de 200 € pour la « *petite surcharge de travail* » qui en résulte.

Depuis 2010, les agents de la DGFIP ont subi plus de 30 000 suppressions d'emplois : **c'est 355 emplois qui ont disparu en Essonne**, des restructurations incessantes, des fermetures de services... Leurs conditions de travail se dégradent toujours plus, et la période qui s'ouvre avec la mise en place du PAS ne va qu'accroître une situation qui devient intenable.

Les agents de la DGFIP travaillent au quotidien dans des conditions très difficiles pour un service public de qualité. Ils demandent à être reconnus et rémunérés en conséquence, ils ne demandent pas l'aumône ! Le gouvernement ne peut pas continuer à refuser les revendications.

**Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES, CFDT, CFTC** des Finances Publiques de l'Essonne réunies ce mercredi 16 janvier, soutiennent et reprennent à leur compte les revendications légitimes exprimées par les agents dans les services de la DGFIP de l'Essonne :

- > Attribution de la prime de 1000 € net et non imposable (prime proposée par Macron aux entreprises), tout de suite à tous les agents de la DGFIP
- > Augmentation du point d'indice
- > Arrêt des suppressions d'emplois et retrait des 33 suppressions d'emplois prévues au PLF 2019 pour l'Essonne
- > Que le Ministère paye la moitié de la Mutuelle comme dans le privé
- > Suppression du jour de carence
- > Pas de retraite par point, maintien du code des pensions civiles et militaires
- > Suppression de la limitation du nombre de présentations aux concours

**Nous proposons à tous les collègues de se réunir, d'établir leurs revendications** en reprenant l'appel/pétition des agents des sites réunis comme Brunoy, Essonne-Amandes, Juvisy, Arpajon... (Corbeil par exemple au verso), de le compléter de leurs revendications.

**Allons porter ces exigences en manifestation à Evry Rue des Mazières, au Directeur départemental pour transmission à la Direction générale.**

**TOUS en grève et manifestation à Evry le 5 Février**  
**RV à 10H au 128 Champs Elysées**

***C'est maintenant !***

